



FÉDÉRATION DES SYNDICATS UNITAIRES
SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRESOR - SUI
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC - SUD-INSEE - SNABF-Solidaires
93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS Tél. : 01.44.64.64.32 Fax : 01.43.48.96.16
fdsu@fdsu.org <http://www.fdsu.org>

CNAS DU 19 DECEMBRE 2006. Déclaration liminaire de la FDSU

Monsieur le Président,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour le 3^{ème} CNAS de l'année 2006, le CNAS « budgétaire », que vous présidez pour la 1^{ère} fois, et ce, vous ne l'ignorez pas, dans un climat particulièrement détérioré au Minéfi, et conflictuel dans la quasi-totalité des directions de ce ministère.

Alors comment positionner l'action sociale et ce CNAS budgétaire dans un tel contexte ?

Reconnaissons tout d'abord que l'exercice traditionnel auquel nous nous livrons régulièrement chaque fin d'année, comme aujourd'hui, reste très limité dans la portée, dès lors que le budget consacré à l'action sociale 2007 a été arrêté depuis plusieurs mois, sans discussion préalable sur les besoins réels des agents. La marge de manœuvre est quasi inexistante et ne laisse, en tout cas, aucune place à la mise en œuvre de nouvelles prestations ou à l'élargissement de celles existantes.

Nous supposons, qu'à l'instar de votre prédécesseur, vous ne manquerez pas de nous faire observer que, pour 2007, alors même que les budgets des ministères ont une fâcheuse tendance à être « contenus », le budget de l'action sociale ministérielle est préservé, et qu'il traduit, à n'en pas douter, l'ambition sociale de nos ministres ! Nous ne saurions partager une telle analyse, dans un contexte général où le pouvoir d'achat des fonctionnaires continue à être malmené, et où la souffrance, sous différentes formes, est devenue, tous grades et toutes catégories confondues, le lot quotidien des agents.

Alors pourquoi une telle souffrance ?

- parce que les agents subissent les effets d'un management sans discernement, sous le diktat d'indicateurs en tous genres
- parce que la culture de la performance et du résultat, exclusivement quantitatif, est la seule règle à suivre au mépris de toute considération humaine
- parce que, dans ce ministère, la réforme de l'Etat, qui s'accompagne d'un empilement incessant des réformes, est une véritable machine à broyer les agents
- parce que l'accélération des suppressions d'emplois, conjuguées à la performance et à l'efficacité, et non l'efficacité, accentue dangereusement les pressions hiérarchiques à tous niveaux
- parce que, pour continuer à accomplir les missions relevant de ce ministère, on demande aux agents toujours plus de polyvalence et de polycompétence, source d'absence de repères et de déstabilisation

- parce que la déréglementation de la gestion des agents est en marche et que, pour chacun d'eux, çà se traduit par l'incertitude du lendemain, et la DGI en fait la triste expérience en ce moment
- parce que les suppressions d'emplois et la recherche constante de gains de productivité impactent les missions à exercer, et que cela porte atteinte à la conscience professionnelle des agents
- parce que toutes les décisions politiques prises sans concertation, dans le mépris du dialogue social et de toute considération humaine, sont vécues comme de véritables atteintes à la dignité. C'est le cas du transfert des Domaines, des réformes à la Douane où le seul objectif est la circulation la plus rapide des marchandises et ce, au détriment de la sécurité des citoyens
- parce que, tout simplement, le Minéfi se contente de gérer des ressources humaines, comme on gère des ressources minières ou pétrolières. Mais on sait que gérer des ressources minières sans discernement, c'est mettre en péril la planète, alors aujourd'hui, la GRH au Minéfi met en péril le Minéfi.

Nous l'avons déjà dit, et nous ne pouvons malheureusement que le répéter :

Depuis des années les agents consentent des efforts au quotidien pour s'adapter aux réformes, et qu'ont-ils eu en échange ? Le droit d'être malmenés, mal considérés, mal reconnus et mal payés, le droit de souffrir dans la vie professionnelle quotidienne au point de déstabiliser leur vie familiale, avec toutes les conséquences qui en découlent pour leur entourage, et les assistants de service social le mesurent bien. Ce ne sont pas les modestes hausses de salaires, bien en deçà de l'inflation, qui peuvent récompenser les efforts fournis.

Les plans de qualification mis en place sont bien loin de répondre aux attentes, alors que les Ministres successifs n'ont cessé de répéter qu'il faut moins d'emplois, mais mieux payés. La FDSU a toujours été très dubitative sur ce point et, malheureusement nos doutes sont une réalité à savoir, moins d'emplois, mais toujours aussi mal payés.

Et çà n'est pas la disparition annoncée de la notation, pour imparfaite qu'elle soit, au profit de la seule évaluation et son cortège d'arbitraire et de subjectivité, qui risque de rassurer les agents.

Contrairement à l'image constamment véhiculée par les ministres et reprise par les médias, nos agents ne sont pas des nantis.

Je rappellerai qu'actuellement, le traitement brut d'un agent C qui débute n'est supérieur au SMIC que de 8 € ! c'est dire comme on est nanti dans ce ministère, compte tenu de la proportion élevée de la catégorie C !

Je rappellerai aussi qu'être agent C, c'est avoir réussi un concours avec bien souvent une affectation en région parisienne et toutes les difficultés de s'y loger ; on comprend vite pourquoi, en 2006, par exemple à la DGI, le taux de renonciation au concours C a franchi la barre des 20% !

Alors non, vraiment, nous ne sommes pas des nantis au Minéfi.

D'autant moins nantis que même la protection sociale complémentaire des fonctionnaires est remise en cause, avec une mise à mort programmée des mutuelles que l'ont veut sacrifier sur l'autel du néolibéralisme et de la soit-disant libre concurrence !

Nous avons toutefois noté, dans le projet de budget présenté, une subvention allouée, non plus aux mutuelles, mais aux partenaires sociaux. Et, comme on sait parfois être naïfs à la FDSU, nous avons la naïveté de croire que AXA ou GENERALI ne seront pas considérés comme des partenaires sociaux ! Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet.

Les agents ne sont pas nantis, mais ils refusent de continuer à être pris pour des pions que l'on déplace sur un échiquier fluctuant !

Alors quel positionnement pour l'action sociale ?

Son rôle n'est certainement pas d'éteindre le feu allumé en amont par des directeurs et des ministres pyromanes, par le biais du service social, dont nous considérons que l'augmentation de la charge de travail traduit l'échec de la politique des réformes, et de GRH, menée ces dernières années.

L'action sociale doit permettre aux agents de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiale, d'accéder aux loisirs, à la culture, de contribuer à aider chaque agent à construire l'avenir de ses enfants, d'aider les pensionnés à trouver leur place dans notre société, avoir une écoute, sortir de l'isolement, d'être accompagnés dans leur dernière tranche de vie.

Une fois encore le projet présenté ne répondra pas à la satisfaction de ces besoins :

- en matière de logement, une ambition portée à un objectif de 150 réservations en Ile de France, c'est une véritable provocation ! Quant à une aide spécifique au logement pour les revenus les plus modestes, en dehors de l'aide à la première installation, rien n'est envisagé.
- La restauration collective, elle est bien évidemment perfectible, et une vraie action sociale serait de pouvoir diminuer notablement le montant de l'harmonisation tarifaire. Quant au titre restaurant, je ne reviendrai pas dans cette déclaration sur le groupe de travail de cet automne, dont les conclusions sont inquiétantes.
- L'aide à la petite enfance, les mêmes maux produisant les mêmes effets, nous ne pouvons qu'une fois de plus déplorer la modicité du budget alloué aux crèches, et l'absence de réflexion sur la mise en place de réseaux d'assistantes maternelles ou d'autres formes de garde. Quant à l'aide accordée par le biais du ticket CESU, véritable usine à gaz aux bons soins du groupe ACCOR, nous aurons l'occasion d'y revenir.
- Seul point non négatif, les vacances pour enfants, dont la qualité des prestations est reconnue mais avec un bémol toutefois, sur l'absence de séjours linguistiques, dont nous continuons à déplorer la suppression unilatérale.

Vous le comprendrez, Monsieur le Président, malgré son montant, ce projet de budget ne nous agrée pas et permettez-moi de vous rappeler que **ce budget, c'est l'argent des agents, pour les agents, tous les agents, actifs ou retraités.**

Alors si les agents sont soumis à des gains de productivité, et subissent le poids des contrats de performance, nous aimerions aussi avoir une action sociale performante, efficace, et même aussi efficiente ; et sans parler d'indicateurs, il serait temps que nous soit communiqué le ratio entre le budget alloué à l'action sociale, et celui véritablement redistribué aux agents.

Alors vraiment, non, les agents ne sont pas des nantis, ils ne veulent plus être des pions et, plus que jamais, ils réclament et continueront à réclamer leur dû.